

Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SECURITE SOCIALE

Sommaire

DOCTRINE

Emmanuelle Boussard-Verrecchia et Xavier Petrachi : Regards croisés sur la communauté de travail.

Anne-Sophie Ginon et Frédéric Guiomard : Le suicide peut-il constituer un risque professionnel ?

JURISPRUDENCE

voir notamment

Fusion de sociétés et consultation du comité d'entreprise européen.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 janvier 2008 – Note Sultan Günel (p. 381)

Requalification d'un CDD lors de la rupture liée à un transfert conventionnel des contrats de travail.

Cour d'appel de Paris (18^{ème} ch. C) 14 juin 2007 – Note Daniel Boulmier (p. 385)

Application volontaire d'une convention collective : la mention sur les bulletins de paie doit s'accompagner d'une application matériellement vérifiable.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 novembre 2007 – Note Nathalie Bizot (p. 388)

L'externalisation d'un service considéré comme cause de suppression des emplois et nécessitant l'établissement d'un plan de sauvegarde.

Tribunal de grande instance de Strasbourg (référé) 30 novembre 2007 – Note François Dumoulin (p. 392)

L'abus du salarié ne se présume pas.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 20 février 2008 – Note Stéphanie Morrachini-Zeidenberg (p. 397)

Les salariés relevant d'une entité transférée sont en droit d'exiger la poursuite de leur contrat de travail par le nouvel employeur et d'obtenir de l'ancien l'indemnisation de leur préjudice.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 mai 2008 (p. 402)

CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

Arrêts récents de la Cour de cassation résumés par **Thierry Tauran** (pp. 3 et 4 de la couverture).



Doctrine :

Regards croisés sur la communauté de travail, par **Emmanuelle Boussard-Verrecchia**, Avocate au Barreau de Versailles et **Xavier Petrachi**, Délégué syndical central CGT Airbus France 361

Annexe : ELECTIONS PROFESSIONNELLES – Effectif et électorat – Salariés de sous-traitants et de prestataires – Intégration étroite et permanente à la communauté de travail du donneur d'ordre.

COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 1^{er} avril 2008 366

Le suicide peut-il constituer un risque professionnel ?, par **Anne-Sophie Ginon** et **Frédéric Guiomard**, Maîtres de conférences à l'Université Paris-X-Nanterre, IRERP (UMR CNRS 7029) 367

Jurisprudence :

COMITES D'ENTREPRISE – Attributions économiques – Examen annuel des comptes - Expert-comptable – 1° Mise en œuvre – Date – Détermination – 2° Rémunération – Paiement par l'employeur – Collectivité territoriale.

COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 18 décembre 2007 379

Note Arnaud Mazières 380

COMITES D'ENTREPRISE EUROPEEN – Information et consultation – Processus de décision affectant les intérêts des travailleurs – 1° Fusion entre sociétés – Consultation préalable à la délibération du conseil d'administration – Trouble manifestement illicite – 2° Etendue – Identité avec l'information donnée au comité d'entreprise (non).

COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 16 janvier 2008 381

Note Sultan Günel, juriste syndicale 382

CONSEILS DE PRUD'HOMMES – Compétence – Tiers victime d'un dommage causé par le salarié au cours de son travail – Employeur assurant la réparation du dommage – Action en remboursement exercée contre le salarié supposant l'existence d'une faute dans l'exécution du contrat de travail – Compétence de la juridiction prud'homale.

COUR DE CASSATION (2^e Ch. Civ.) 20 décembre 2007 384

Note Francis Saramito 385

CONTRAT A DUREE DETERMINEE – Irrégularité – Transfert conventionnel à l'occasion d'une perte de marché – Refus du repreneur – Rupture du contrat – Requalification – Cause réelle et sérieuse (non).

COUR D'APPEL DE PARIS (18^e ch. C), 14 juin 2007 385

Note Daniel Boulmier, Maître de conférences, Institut régional du travail, Université Nancy 2 386

CONTRAT DE TRAVAIL – Bulletin de salaire – Mentions – Convention collective applicable – Employeur – Obligations – Portée.

COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 15 novembre 2007 388

Note Nathalie Bizot 388

CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS – Négociation collective – Loyauté – Enseignement catholique - Défaut de convocation d'une organisation syndicale – Nullité de l'accord.

COUR D'APPEL DE PARIS (18^e Ch. C) 18 octobre 2007 389

Note Arnaud Mazières 392

LICENCIEMENT POUR MOTIF ECONOMIQUE – Obligation de reclassement – Proposition de modification des contrats de travail – Elaboration d'un PSE conditionné au refus des salariés (L. 1222-6 CT) (non).

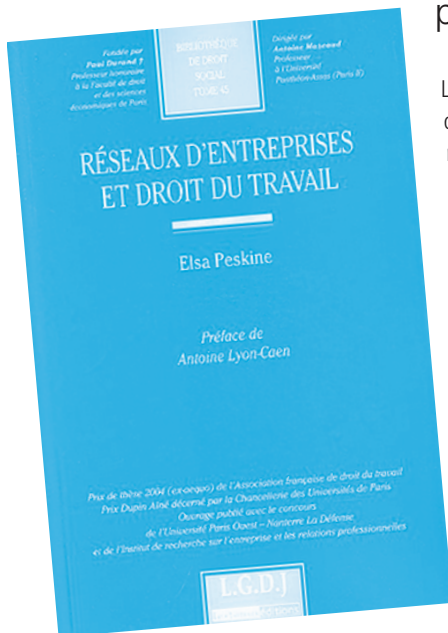
TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE STRASBOURG (référé) 30 novembre 2007 392

Note François Dumoulin, Avocat au Barreau de Lyon 395

LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL – Accident de travail – Inaptitude physique – Proposition d'un emploi adapté – Refus du salarié – Caractère abusif – Appréciation – Office du juge.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 20 février 2008	397
Note Stéphanie Moracchini-Zeidenberg , Maître de conférences en droit privé, membre du CERDAC (Centre d'Etude et de Recherche en Droit des Affaires et des Contrats) - Université Montesquieu Bordeaux IV	398
LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL – Inaptitude physique – Obligation de reclassement – Existence de postes occupés par des contrats précaires.	
COUR D'APPEL DE GRENOBLE (Ch. Soc.) 19 décembre 2007	401
TRANSFERT D'ENTREPRISE – Effets sur le contrat de travail – Licenciement par le cédant – Licéité (non) – Office du juge - Poursuite du contrat de travail (oui) – Responsabilité du cédant (oui).	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 13 mai 2008	402
TRANSFERT D'ENTREPRISE – Transfert conventionnel – Refus des salariés – Licenciement par le cédant – Cause réelle et sérieuse.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 19 décembre 2007	404
Note Arnaud Mazières	405

RESEAUX D'ENTREPRISES ET DROIT DU TRAVAIL

par *Elsa Peskine*



Le réseau, figure majeure des organisations sociales contemporaines, est depuis longtemps au coeur de nombreux discours scientifiques. C'est sur les réseaux d'entreprises que se porte aujourd'hui l'attention des juristes.

Construit initialement pour régir les relations entre un employeur et des salariés au sein d'une entreprise intégrée et hiérarchisée, le droit du travail se trouve malmené par le développement de cette forme complexe d'organisation.

En effet, le réseau produit une dispersion du pouvoir, partagé entre l'employeur et l'utilisateur de la main-d'oeuvre. Ainsi, l'identification du débiteur des obligations dont les salariés sont créanciers est rendue difficile. De même, les collectivités de travail, qui trouvaient jusqu'alors dans l'entreprise un cadre privilégié d'organisation, sont menacées d'éclatement.

Pourtant, ces perturbations instillent de profondes transformations du droit du travail. D'une part, la construction juridique du pouvoir évolue : l'autonomie contrôlée succède à l'état de subordination, tandis qu'émergent des formes de protection distinctes de celle conférée par le

contrat de travail. D'autre part, la relation binaire entre employeur et salarié cède le pas à une relation plurale, entre le salarié et les différentes entreprises du réseau. La modification du modèle d'imputation de la responsabilité, comme la recombinaison des collectivités de travail, en constituent des manifestations. Au gré de ces transformations, un modèle réticulaire d'organisation se dessine, auquel, de plus en plus, les rapports de travail se conforment.

Prix de thèse (ex-aequo) de l'Association française de droit du travail. Prix Dupin Aîné décerné par la Chancellerie des Universités de Paris.

LGDJ Bibliothèque de droit social tome 45 - ISBN : 978-2-275-03254-2 - 376 pages - 38 €